

La petite gazette syndicale sera cette fois entièrement consacrée à notre participation au forum social européen qui vient de se dérouler à Paris. L'UNSP-Finances fait partie d'organisations européennes qui se battent pour plus de justice fiscale et sociale. A ce titre, elle participe régulièrement à des actions d'envergure : les marches européennes pour l'emploi, les séminaires de la Commission sur la lutte contre la délinquance financière et le blanchiment d'argent, etc. Dans le cadre de notre adhésion à l'UFE, avec nos collègues du SNUI (1er syndicat français des Impôts), nous voulons être à la pointe de ce combat pour la justice et le mieux être des citoyens, quels que soient leurs races et le degré de développement économique et social de leurs pays. Seule une prise de conscience collective et l'association des forces pourront mettre en difficulté les méthodes implacables et égoïstes du monde néo-libéral au pouvoir dans quasi tous les pays développés de la planète. Utopie ? Non, plutôt respect de la vie et de la dignité humaine !

Francis SACRE et Daniel PUISSANT nous ont représenté à ce forum dont voici l'intégralité du compte rendu rédigé à son issue.



I. Introduction

Le forum a connu un beau succès avec 60.000 participants (51.000 inscrits payants) pour les plénières et les nombreux séminaires et près de 100.000 participants à la manifestation du samedi 15 novembre.

La diversité des sujets abordés démontre que de nombreux citoyens n'obtiennent pas de réponse à leurs préoccupations dans une société européenne qui se développe sur le plan financier et commercial mais qui reste sourde aux attentes sociales des populations.

Une constatation évidente réside dans la participation de nombreux pays de toute l'Europe et l'incroyable mobilisation des interprètes qui ont rendu possible ce grand dialogue citoyen.

Une conscience collective du refus d'une société européenne organisée sur le modèle d'une grande entreprise s'est dégagée, tant des séminaires, que des plénières auxquels l'UNSP a assisté.

Ceux qu'on appelle pudiquement les « sans » avaient une place aussi dans le forum mais une place trop petite, sans commune mesure à la dimension

de leur désarroi car les sans papiers, sans emploi, sans droits... risquent bien de devenir, dans ce monde de la finance, des gens sans...avenir !

II. La séance plénière relative aux rapports entre le Mouvement Social et les partis politiques.

Deux mille personnes ont assisté à cette plénière.

Olivier BESANCENOT, porte-parole de la Ligue Communiste Révolutionnaire, a connu un vif succès populaire en affirmant soutenir inconditionnellement le mouvement social.

Il a défendu l'idée d'une « Europe sociale » où les acquis sociaux de chaque état seraient octroyés à tous les autres. Il a affirmé qu'il n'y avait aucune raison pour qu'on ne partage que la misère et a demandé que l'Europe adopte une loi interdisant les licenciements dans les entreprises qui réalisent des bénéfices.

Marie France BUFFET (parti communiste) estime également qu'il faut abattre les barrières que certains veulent créer entre le Mouvement Social et les partis.

Elio DI RUPO, Président du parti socialiste belge francophone a, pour sa part, plaidé pour une lutte plus réaliste, basée sur un combat de tous les instants et refusant de céder à trop de naïveté, propos qui lui ont valu les sifflets de la salle.

Par contre, Bernard PINAUD, un des organisateurs, a plaidé pour que les propositions des altermondialistes soient relayées et mises en œuvre par le monde politique, car c'est la voie de la démocratie.

III. Séminaire sur l'avenir de la Fonction publique et l'emploi.

Particulièrement intéressant, ce séminaire nous a confirmé que les attaques contre la fonction publique sont quasi généralisées en Europe, une Europe qui est la proie d'un libéralisme de plus en plus exigeant. Confrontés à la mondialisation, les entreprises exigent de plus en plus de libertés, de moins en moins de contraintes et donc moins d'intervention de l'Etat. D'autre part, certains domaines, jadis confiés à la gestion des Etats, ont été privatisés partiellement ou totalement, mais de nombreux altermondialistes s'accordent à dénoncer la diminution et la piètre qualité des services proposés aux citoyens par les nouvelles structures dont le seul credo est devenu la rentabilité.

Tous les participants se sont accordés pour dénoncer le projet de constitution européenne, fruit vénéneux du travail de la Commission prévue à cet effet.

Rien, dans ce projet, n'est de nature à rassurer les citoyens européens les plus démunis.

Face à ce défi, les participants proposent que les citoyens s'unissent au travers de leurs différentes organisations sociales ou syndicales et ne cèdent pas à la tentation d'opposer le secteur public et le secteur privé, ce qui ne pourrait que contribuer à renforcer l'offensive néolibérale et affaiblir tous les travailleurs, notamment dans leur droits élémentaires.

Intervenant à ce niveau, l'UNSP a regretté que certains grands syndicats aient adopté la stratégie « des droits minimums », car c'est une tactique de perdant.

Pour l'UNSP, de nombreux problèmes affectant le secteur public proviennent du fait que les syndicats européens ont cruellement manqué de véritable programme social combatif et ont refusé de se remettre en cause en n'admettant pas que le combat syndical doit, à la fois, être un combat unitaire (socle commun du statut des travailleurs) et un combat spécifique (pour valoriser tous les secteurs dans leurs caractéristiques propres).

Certains participants se disent très déçus du manque de soutien des partis de gauche en faveur du secteur public.

A ce propos, l'UNSP confirme que c'est un ministre socialiste (VAN DEN BOSSCHE) qui est l'initiateur d'une réforme (COPERNIC) cause d'un grand délabrement de la Fonction publique fédérale belge.

Il semble bien que le gouvernement RAFFARIN prépare une réforme semblable en France.

IV L'avenir des pensions.

Ici aussi, le séminaire a permis de dégager le danger qui se précise dans de nombreux pays.

Face aux exigences de la droite, de nombreux pays ont procédé à des réductions fiscales en faveur des sociétés et des revenus les plus élevés. Réductions de cotisations sociales dans certains pays, réductions d'impôts dans d'autres, contraintes budgétaires un peu partout.

Dans le même temps, le vieillissement de la population (ce que l'on appelle l'effet « baby boom ») apparaît, dans de nombreux pays, comme un obstacle insurmontable si la législation n'est pas modifiée.

Mais les participants dénoncent la campagne médiatique déclenchée par divers acteurs de la vie politique ou économique afin de déstabiliser les travailleurs concernés :

- · remise en cause des régimes de pensions prévus;
- · remise en cause de l'âge de la retraite (ici, tous les prétextes sont bons : « on n'est pas fini à 65 ans ; les travailleurs les plus âgés sont aussi les plus expérimentés ; on ne peut pas empêcher celui qui veut continuer à travailler, de le faire... »);
- · allongement de la période de cotisation;
- · critique négative des pensions publiques.

Par contre, aucun pays, parmi ceux participant au séminaire, ne semble décidé à chercher d'autres pistes, comme le relèvement des cotisations patronales, l'imposition des revenus de capitaux, la pénalisation des « pollueurs » ou l'augmentation de l'impôt sur le patrimoine.

Les participants insistent sur la nécessité de mobiliser les citoyens face à la menace qui pèse sur les retraites.

V. Le mouvement altermondialiste, les médias et la montée de l'extrême droite en Europe.

Un séminaire moins intéressant, dans la mesure où peu de journaux étaient représentés :

L'Humanité (France), Volkstimme (Autriche), Le Courrier (Suisse), Neues Deutschland (Allemagne), Liberazione (Italie) et Trybuna (Pologne).

Aucun journaux belges (évidemment), anglais, néerlandais, espagnols ou scandinaves.

Je passerai le volet relatif à la lutte contre l'extrême droite, car il n'a pas été au centre du débat. Par contre, plusieurs intervenants se sont montrés très préoccupés par la liberté de la presse et l'objectivité des informations.

Un constat : dans pratiquement tous les pays, la presse est soumise à des contraintes liées à l'économie, car la presse écrite est en difficulté et les annonceurs font souvent la loi. Or, la droite est souvent du côté des entreprises et certains journaux sont devenus des instruments du pouvoir. Il n'y a plus guère d'éditorialiste libre de ces articles, indépendant du pouvoir politique et objectif.

Cette constatation vaut également pour les journaux de gauche présents à la tribune.

Au nom de l'UNSP, j'ai stigmatisé cette situation et prôné une plus grande collaboration entre tous ceux qui restent soucieux du rôle de la presse pour apporter une information objective aux citoyens. S'il paraît utopique de créer un grand journal européen relayant les activités et le combat des mouvements altermondialistes, il n'est pas impossible d'établir un grand

réseau de connexion entre tous ceux qui, au sein de leurs structures actuelles, possèdent des moyens non négligeables de véhiculer les informations.

Nous devons aussi résolument utiliser les moyens modernes de communication et d'information, tel qu'ATTAC le fait, mais en rendant cette information plus conviviale et accessible au plus grand nombre.

Pour sa part, ATTAC s'est insurgé contre la campagne de dénigrement dont elle fait l'objet dans certains quotidiens français et a annoncé la création d'un observatoire français des médias chargé, dès le début du mois de décembre, d'être une vigie face aux manipulations et aux dérives des grands médias.

VI. Une justice fiscale comme instrument de répartition des richesses et de justice sociale.

C'était évidemment le séminaire qui nous intéressait le plus.

Je vous renverrai d'emblée à la synthèse que j'avais préparée à ce sujet pour ce séminaire, synthèse relative à la situation du département des Finances et à l'amnistie fiscale, que j'ai exposée dans son ensemble et qui a été distribuée sur plusieurs sites à 500 exemplaires (voir, également, sur le site du syndicat).

Première constatation : l'UNSP est en symbiose avec le Syndicat National Unifié des Impôts sur le sujet.

Deuxième constatation : dans tous les pays, on assiste à une offensive néolibérale sur le thème : « trop d'impôt tue l'impôt ».

Troisième constatation : la concurrence fiscale entre les Etats est devenue très virulente. Où vont-ils s'arrêter ? Il ne se passe pas une semaine sans qu'un Etat ne prenne des dispositions fiscales protectionnistes ou incitatives (dernier exemple : la décision française de réduire l'impôt des cadres étrangers travaillant en France, afin de les attirer sur l'hexagone).

Quant aux pays qui se sont lancés dans l'amnistie fiscale, dont la Belgique, ils ne constituent probablement que l'amorce d'un grand repli sur soi, qui nous paraît contraire à l'esprit de solidarité et d'échange qui a prévalu lors de la création de la Communauté européenne.

Profitant de la présence d'une organisation en contact permanent avec la Communauté, l'UNSP a prôné une plus grande surveillance des mesures protectionnistes, et des sanctions significatives contre les Etats qui les pratiquent.

A propos de l'amnistie fiscale, l'UNSP a rappelé que ce projet était incivique et que ceux qui avaient choisi la clandestinité de leurs avoirs devaient être condamnés à rester dans la clandestinité.

Au nom de mon organisation et du personnel belge des Finances, j'ai exprimé le sentiment de honte qui nous animait face à une telle initiative politique.

VII. CONCLUSIONS

Le Forum social a le mérite de stimuler le dialogue et de permettre à toutes les minorités de s'exprimer, ce qu'elles ne peuvent souvent pas faire au sein de leur pays.

La variété des sujets est immense, peut-être trop pour que le monde extérieur puisse s'y retrouver (on trouve côte à côte : la lutte contre la guerre, les droits des femmes, la lutte contre la précarité, le droit à la culture, le droit à la différence, etc.).

Un regret toutefois : à ce niveau, comme en Belgique, la place de la fiscalité est quasi marginale alors qu'elle pourrait constituer le cœur du mouvement, puisqu'elle est, pour beaucoup de revendications, le nœud du problème.

Le séminaire qui lui était consacré s'est tenu à BOBIGNY, à l'écart des grands séminaires et le dernier jour en soirée. C'est un signe qui ne trompe pas : toutes les organisations altermondialistes doivent réconcilier le citoyen avec l'impôt, et ne surtout pas laisser cette initiative au néolibéralisme.

L'UNSP a décidé de s'investir avec le SNUI dans cette voie. Des contacts seront pris avec les organisateurs, et notamment avec ATTAC, pour qu'une évolution significative soit déjà perceptible lors du prochain Forum Social Européen à Londres en novembre 2004.

Pour L'Union Nationale des Services Publics Belges –Secteur Finances,

Francis SACRE

Chargé des Relations extérieures.